



**Réunion de négociation du préavis de grève ministériel du 2 octobre 2025
avec l'intersyndicale-CULTURE**

Le dialogue social et la vie des personnels du ministère ne feraient pas parties des affaires courantes ? !

Comme le prévoit la loi, les organisations syndicales du ministère réclament depuis des mois des rendez-vous de négociations avec le cabinet de la ministre sur les préavis de grève successifs qu'elles ont déposés. Depuis la mobilisation Culture du 20 juin 2024, le cabinet fait la sourde oreille prétextant çà et là que « *nos slogans de manifestations n'étaient pas convenables* » ou que « *nos revendications ne relèveraient pas de la compétence ministérielle* ». Or, depuis juin 2024 tous les préavis de grève de l'intersyndicale-CULTURE contiennent des revendications en termes de salaires, missions et emplois qui concernent directement notre ministère.

Après trois préavis de grève et de multiples relances, le cabinet de la ministre s'est enfin résigné à nous convier à la première réunion de négociation, le 30 septembre 2025, mais sans le cabinet, au prétexte que « *dans la période des affaires courantes le cabinet de la ministre ne pourra pas prendre part à cette rencontre* ».

Elles ont bon dos les affaires courantes ! Le dialogue social et la vie des personnels du ministère ne feraient donc plus partie des affaires courantes ?

Fuyant ses responsabilités et donc la confrontation avec les doléances des personnels, le cabinet a mandaté la cheffe du service des ressources humaines pour nous rencontrer, mais sans mandat politique. L'administration n'a pu s'engager que sur deux points :

- Un nouveau triennal de concours est en cours d'élaboration, ce qui garantit le recrutement de titulaires sans précision sur le nombre de postes qui seront ouverts
- Il n'y aura pas de transfert aux collectivités des services à compétence nationale du ministère de la culture dans le cadre du projet de décentralisation du Premier ministre LECORNU (Cf. note du premier ministre du 19 septembre 2025)

Dans ce contexte, le rendez-vous fut courtois mais lunaire. Finalement notre problème ce n'est pas « la période actuelle » ou encore « les affaires courantes », mais bien la ministre et son cabinet qui depuis des mois ont rompu toute relation sociale avec ses personnels et leurs représentant.e.s.

Nous ne sommes ni dupes et ni résigné.e.s. Si la mobilisation et la grève du 2 octobre n'est pas massive dans les services publics, le budget 2026 de LECORNU ressemblera à n'en pas douter au budget BAYROU, comme à celui de BARNIER ou aux projets ultralibéraux de toute la macronie. Ce constat nous invite à intensifier la grève pour imposer d'autres choix en faveur de plus de justice sociale et fiscale.

Le 2 octobre amplifions la grève et mobilisons-nous pour nos emplois, pour la culture et pour de meilleures conditions de vie et de travail !

Paris, le 1^{er} septembre 2025